



**HAL**  
open science

# Les éclairages de l'engagement politique des Franco-Turcs et des Turcs expatriés en France sur l'hypothèse d'un sentiment de communauté chez les Turcs de l'étranger

Rémi Carcèlès

► **To cite this version:**

Rémi Carcèlès. Les éclairages de l'engagement politique des Franco-Turcs et des Turcs expatriés en France sur l'hypothèse d'un sentiment de communauté chez les Turcs de l'étranger. 5ème Congrès des études sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans, GIS MOMM, Jul 2023, Lyon, France. halshs-04215800

**HAL Id: halshs-04215800**

<https://shs.hal.science/halshs-04215800v1>

Submitted on 25 Sep 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Les éclairages de l'engagement politique des Franco-Turcs et des Turcs expatriés en France sur l'hypothèse d'un sentiment de communauté chez les Turcs de l'étranger**

Lors du début de mes recherches, en tant qu'étudiant, sur les Turcs de France, j'ai fait une présentation devant un panel de professeur.e.s dans le cadre d'une préparation aux candidatures pour les contrats doctoraux. À l'époque, le sujet de thèse que je souhaitais présenter portait sur ce que j'appelais alors la "diaspora turque" en France. Un choix d'expression qui me fut vertement reproché par l'une des professeur.e.s présentes à ce panel, pour qui la notion de diaspora ne pouvait s'appliquer scientifiquement qu'à des populations bien spécifiques. Reconnaisant mon peu de maîtrise des critères d'emploi ou non de l'expression, j'ai donc décidé par la suite de lire tout ce que je pouvais trouver sur la définition du concept, afin de mieux me préparer à mes prochaines auditions.

J'ai alors découvert qu'historiquement le terme diaspora était plutôt utilisé dans la littérature scientifique en sciences sociales pour désigner les populations arméniennes, grecques et juives vivant sous la domination de l'Empire ottoman qui contrôlait les territoires représentant les foyers nationaux respectifs de ces populations jusqu'au XX<sup>ème</sup> siècle<sup>1</sup>. Suite au déclin et au démantèlement de cette domination territoriale ottomane, synonyme d'obtention d'entités étatiques propres à chacune de ces populations lors des dernières décennies, la notion a néanmoins pu être appliquée à d'autres peuples dispersés par-delà les frontières, selon des caractéristiques définies notamment par William Safran en 1991<sup>2</sup> : la dissémination d'une population venant d'un même endroit vers au moins deux autres lieux différents, la conservation collective du souvenir de l'endroit d'origine, le sentiment de la difficulté d'intégration dans les sociétés d'accueil, le rêve d'un retour au pays d'origine, la croyance en un devoir collectif de garantir l'existence de ce lieu originel tel qu'on l'a connu, et finalement la perpétuation individuelle ou commune de liens avec ce même lieu. Six critères originels auxquels viennent s'en ajouter quatre autres produits quelques années plus tard par Robin Cohen<sup>3</sup>. Avec, les causes initiales de la migration, la sauvegarde consciente de l'identité ethnique au long terme, le développement d'une créativité neuve hors du territoire d'origine, et un attachement émotionnel aux populations issues de la même dispersion, mais installées sur un autre territoire.

L'un des points communs à l'ensemble de ces critères m'apparaissait dès lors comme la dynamique collective interne au groupe pouvant être considéré comme une diaspora, je conclu mon premier mémoire de recherches<sup>4</sup> préalable à l'entrée en doctorat sur le fait qu'il n'existait pas une diaspora turque, mais potentiellement plusieurs diasporas turques diverses reflétant la diversité des sentiments de communautés internes aux différentes populations issues des migrations en provenance de Turquie vers l'Europe et plus particulièrement la France. Les individus originaires de Turquie ne pouvaient pas être, de mon point de vue, considérés comme un groupe homogène. Notamment du fait de leurs engagements politiques fortement polarisés sur les sujets relatifs au pays d'origine, qui empêchent la constatation de divers critères définissant une diaspora. Tels que, par-exemple, le sentiment de communauté entre Turcs émigrés, qui nous intéresse ici tout particulièrement.

---

<sup>1</sup> BRUNEAU, Michel. *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Economica (Anthropos Ville), 2004, 249 p.

<sup>2</sup> SAFRAN, William. "Diasporas in modern societies : myths of homeland and return", *Diaspora : a journal of transnational studies*, vol. 1, N°1, 1991, pp. 83-99.

<sup>3</sup> COHEN, Robin. *Global diasporas : an introduction*, Londres, UCL Press, 1997, 240 p.

<sup>4</sup> CARCELES, Rémi. *Les turcs de l'étranger au cœur de la stratégie d'influence internationale d'Erdoğan*, Sciences-Po Grenoble, Mémoire de recherches réalisés sous la direction de Jean Marcou, 2019.

Les élections turques de ce printemps 2023 ont en effet une nouvelle fois démontré cette polarisation du paysage et du débat politique turc, en Turquie autant qu'à l'étranger. Malgré les résultats très largement favorables au Président sortant et à sa coalition qui ont été enregistrés dans les principaux pays d'installation des Turcs de l'étranger, tout particulièrement en France, la campagne et le scrutin ont ainsi été émaillés d'affrontements violents entre partisans du gouvernement et de l'opposition. Ici, aux alentours du bureau de vote consulaire de la région de Lyon installé à Décines, les assesseurs du Parti de la Gauche Verte (YSP) se sont ainsi vus menacés et insultés tout au long du processus électoral, jusqu'à être physiquement agressés lors de la fermeture des urnes à la veille du premier tour, le 9 mai dernier. À Marseille, une bagarre générale a également eu lieu sur le parking du bureau de vote local entre des militants de la coalition AKP / MHP et ceux du YSP, en marge des manifestations du 1er Mai dans la Cité Phocéenne - auxquelles participaient également des électeurs turcs de la région, dès lors venus voter en nombre ce jour-là. Des affrontements violents - et dans le cas marseillais, à mains armées - qui auraient pu avoir des conséquences encore plus dramatiques comme en Allemagne où une altercation pour les mêmes motifs aurait fait deux morts parmi des ouvriers originaires de Turquie d'une usine près de Stuttgart<sup>5</sup>.

Cette violence des débats n'est cependant pas spécifique aux populations turques de l'étranger, mais reflète l'agressivité prégnante observée durant la campagne en Turquie. Les citoyens turcs ou d'origine turque installés hors des frontières de leur pays d'origine semblent dès lors reproduire en partie les modalités du débat politique turc dans leurs sociétés d'accueil à l'étranger. Une tendance qui s'observe en Europe depuis le début des années 1970 et l'installation dans la durée des populations turques, arrivées initialement sur le continent dans l'optique d'une migration de travail temporaire. Des contrats d'envoi de main-d'œuvre sont ainsi signés entre Ankara et les capitales d'Europe de l'Ouest tout au long des années 1960 pour pallier les besoins des économies européennes alors en pleine croissance, par l'absorption du surplus de chômage turc - qui s'explique notamment par la mécanisation de l'économie locale<sup>6</sup>. L'idée étant pour les Européens de répondre aux besoins conjoncturels de leurs industries, et pour la Turquie de bénéficier des transferts de fonds ainsi que de la formation technologique de ces travailleurs émigrés. Or, le coup d'Etat de 1971 va provoquer le départ de nouvelles populations turques fuyant cette fois-ci le contexte politique national qui ne cesse de s'enfoncer dans une violence généralisée atteignant son paroxysme avec la nouvelle intervention des militaires dans la sphère publique en 1980. Les travailleurs émigrés sont donc rejoints tout au long de cette décennie par des exilés politiques, mais aussi par leurs proches, grâce à la mise en place des politiques européennes de regroupement familial au même moment, afin de pallier la suspension de l'immigration ouvrière suite à la crise économique de 1973.

Cependant, si la situation économique se détériore en Europe du fait de la fin des années de croissance continue que l'on a nommé les Trentes Glorieuses en France, le fait est que le

---

<sup>5</sup> CARCELES, Rémi. "Les Turcs de l'étranger, un électorat acquis à Erdogan ?", *The Conversation*, 25 mai 2023.

<sup>6</sup> GOKALP, Catherine. "L'émigration turque en Europe et particulièrement en France", *Population*, vol. 28, N°2, 1973, pp. 335-360.

contexte continental demeure plus attractif que celui de la Turquie pour une grande partie des ouvriers émigrés. Notamment du fait de cette instabilité politique chronique qui fait que leur pays d'origine aura connu trois coups d'Etat entre 1960 et 1980. Dès lors, même si certains rentrent tout de même en Turquie après la suspension des accords d'envoi de main-d'œuvre vers l'Europe au début des années 1970, une importante population turque demeure à l'étranger et s'organise sur place pour continuer à vivre au mieux malgré les nouvelles difficultés locales à trouver un emploi. Des filières commerciales dites "ethniques"<sup>7</sup> entre la Turquie et les foyers d'installation des migrants commencent alors notamment à se développer pour pallier la raréfaction de l'emploi industriel dans les sociétés d'accueil. Tout comme une spécialisation dans des secteurs d'activités tels que la confection vestimentaire, le bâtiment et la restauration dans les principaux bassins d'installations de cette population. C'est par-exemple le cas dans le Xème arrondissement de Paris au tournant des années 1980.

Dans le même ordre d'idées, des structures initialement culturelles se créent autour des groupes de migrants turcs installés en Europe, tout d'abord afin de se rassembler entre originaires des mêmes villes ou provinces d'origine en Turquie, et ainsi s'entraider pour se faciliter la vie à l'étranger en recréant les réseaux de solidarités de ces territoires d'origines<sup>8</sup>. Des regroupements qui vont pour certains développer des activités politiques et/ou religieuses, notamment avec l'arrivée des exilés politiques ayant dû quitter la Turquie après les coups d'Etat de 1971 et 1980, justement du fait de leurs activités militantes. En rejoignant des foyers d'installations turques déjà formés à l'étranger, ces militants en exil vont pour certains y voir l'occasion de continuer à diffuser leurs idées et leurs répertoires d'actions auprès d'une partie de l'électorat turc, en dépit des interdictions dont sont à chaque fois frappées leurs organisations en Turquie suite aux interventions militaires dans l'arène politique. C'est tout particulièrement le cas des réseaux partisans liés à l'islam-politique et à la gauche radicale turque, notamment pro-Kurdes, qui sont à l'époque considérés comme les principaux fauteurs de troubles par les militaires turcs. Ces organisations politiques vont donc pouvoir se reformer en exil, parallèlement ou au sein des associations culturelles décrites précédemment.

C'est par-exemple le cas du *Millî Görüş*, fondation officiellement religieuse visant à promouvoir une "vision nationale" turque de l'islam en Europe, mais créée au début des années 1970 en Allemagne de l'Ouest, par Necmettin Erbakan, principal leader de l'islam-politique turc. Une organisation qui va rapidement essaimer dans toute l'Europe à travers le développement d'un réseau de mosquées destinées aux émigrés turcs, et qui va permettre à son fondateur de diffuser par la même occasion ses idées politiques à une grande partie de l'électorat présent dans la région.

Suite au coup d'Etat de 1980, le parti politique d'Erbakan est de nouveau dissous par les militaires qui reprennent le pouvoir et ceux-ci décident également d'essayer de contrer son influence en Europe à travers l'accélération du développement d'un réseau de mosquées

---

<sup>7</sup> DE TAPIA, Stéphane. "L'émigration turque en Europe : circulation migratoire et diasporas", *L'Espace Géographique*, 1994, vol. 23, N°1, pp. 19-28.

<sup>8</sup> PETEK, Gaye. "Le mouvement associatif turc en France", *Hommes & Migrations*, vol. 1280, 2009.

contrôlées par le gouvernement turc à l'étranger. La *Diyanet*, Direction des affaires religieuses turques, est alors déjà présentes auprès des Turcs de l'étranger avec l'envoi en Europe d'imams salariés par Ankara depuis la fin des années 1970, mais va dès lors chercher à accroître sa présence auprès des populations turques émigrées pour tenter de reprendre le contrôle politique et non seulement religieux des débats parmi les expatriés<sup>9</sup>.

Cependant, les structures de l'islam-politique turc ne sont pas les seules organisations partisans présentes auprès des Turcs installés en Europe et représentant à cette époque un militantisme dangereux aux yeux de l'Etat turc, les divers mouvements de la gauche marxiste - socialiste, communiste, maöiste ... - turque qui pullulent tout au long des années 1970 en Turquie sont également présents et actifs à l'étranger. Pour tenter d'y faire face au sein même des foyers de populations turques expatriées, les tenants du maintien de l'ordre autoritaire au pouvoir en Turquie vont alors cette fois-ci pouvoir compter sur les réseaux des Loups Gris, issus de la droite ultra-nationaliste turque, qui ont également faits des émules parmi les Turcs de l'étranger en Europe<sup>10</sup>. Et qui, à l'étranger comme en Turquie, n'hésitent pas à s'engager dans des affrontements violents avec les militants marxistes en exil, parfois eux-mêmes formés à l'action armée révolutionnaire.

L'extrême-polarisation des débats et des modalités de mobilisations politiques turques que j'ai pu décrire en introduction dans le contexte des élections de ce printemps n'est donc pas un phénomène nouveau, mais résulte d'un processus long de transposition de discours et de répertoires d'actions de la Turquie vers l'Europe à travers les migrations entre ces deux pôles, mais aussi l'évolution de leurs situations politiques respectives. Car si les structures politiques turques et leurs oppositions ont pu autant se transposer auprès des émigrés turcs, c'est aussi du fait du traitement et de la prise en considération de ces populations par leurs sociétés d'accueil. La France, bien que représentant le second pays d'installation des Turcs de l'étranger derrière l'Allemagne, ne s'est ainsi pendant longtemps que peu intéressée politiquement à cette structuration partisane de l'immigration turque sur son territoire. Moins connue et donc visible que les populations en provenance des anciennes colonies françaises, les populations originaires de Turquie sont encore ainsi souvent considérées comme faisant partie de groupes démographiques plus larges telles que les populations musulmanes ou même arabes. Bien que certaines chercheuses et chercheurs commencèrent à se spécialiser sur l'étude de cette migration spécifique dès les années 1970, les médias se contentaient la plupart du temps d'extraits de leurs travaux confirmant leurs propres stéréotypes lorsqu'ils se penchaient à leur tour sur la question.

L'un de ceux qui a fait long feu, dont les effets s'observent encore aujourd'hui et qui nous intéresse ici particulièrement, est celui qui revient à faire le parallèle entre un potentiel "entre-soi" qui serait caractéristique des individus originaires de Turquie en France et un supposé "communautarisme" de cette population. Or, cette hypothèse d'un sentiment de

---

<sup>9</sup> BRUCE, Benjamin. "Gérer l'Islam à l'étranger : entre service public et outil de la politique étrangère turque", *Anatoli*, 3 | 2012, pp. 131-147.

<sup>10</sup> ANTAKYALI, François. "La droite nationaliste dans les milieux turcs immigrés", *CEMOTI*, N°13, 1992, pp. 45-68.

communauté exacerbé est justement contredite par la description de la diversité des populations migrantes en provenance de Turquie, ici illustrée du point de vue politique.

La transposition de la polarisation de la scène politique turque en contexte migratoire précédemment décrite dans le contexte des années 1970-1980 se retrouve aujourd'hui dans les violences qui ont émaillé la campagne électorale turque de 2023 en Europe - présentées en introduction. Les réseaux du *Millî Görüş* et de la *Diyanet*, ont même pris une importance considérable dans les structures religieuses des sociétés d'accueil, ne se cantonnant plus à une simple influence sur les musulmans pratiquants originaires de Turquie mais cherchant par exemple en France à avoir du poids dans les instances nationales représentatives de l'islam. La violence des militants de l'extrême-droite ultranationaliste est elle-même devenue plus visible. Pourtant, les pouvoirs publics français continuent à considérer que les Turcs installés en France et les Franco-Turcs forment un groupe politique homogène, notamment dans le cadre d'une rhétorique gouvernementale pointant du doigt une menace "séparatiste" dont les structures organisationnelles turques sur le territoire français seraient l'un des exemples les plus parlants. En dénonçant des menaces d'ingérences politiques turques et en annonçant la dissolution des Loups Gris, qui peuvent représenter des menaces bien réelles, mais en s'en tenant aux effets d'annonce sans s'intéresser réellement à la diversité des acteurs en question, le gouvernement français sert son propre discours tout en renforçant celui du pouvoir turc avec lequel les tensions ne cessent pourtant d'escalader.

Le chef de l'Etat turc s'est en effet régulièrement pris à son homologue français depuis 2017, et a tout intérêt lui-même à promouvoir l'idée d'une nation turque unie politiquement en Turquie comme à l'étranger. Celui qui était encore Premier Ministre a ainsi incité, lors d'un meeting à Paris en 2010, les Turcs de France et d'Europe à faire communauté dans leurs sociétés d'accueil, afin de mieux diffuser politiquement leurs idées politiques<sup>11</sup> : "Fais-le, mon frère, fais-le. Fais-le, ne te retiens pas. Utilise ce droit de voter et d'être élu que la France te donne. C'est une grande richesse, sache en apprécier la valeur. Si tu fais confiance à ton Premier ministre, moi-même je te le dis : fais-le. Détenir un passeport français ne signifie pas perdre ton identité. Ni ton identité turque, ni ton identité kurde ne disparaîtront, pas plus que ton identité rom. Ne tombez pas de la sorte dans des choses aussi fausses. C'est une possibilité en plus qui t'est donnée, c'est une occasion précieuse, sache l'apprécier à sa juste valeur. Pourquoi ne pas faire augmenter le nombre de ceux qui, au sein de cette communauté, iront au Parlement européen ? Pourquoi ne voulez-vous pas que le nombre de Fatma, d'Ayşe, d'Hasan, de Mehmet, d'Ahmet augmente dans ce Parlement ? Faites ce pas en avant. Regardez, vous ne faites pas ces pas mais d'autres les font à votre place. Soyez unis, une seule voix, puissante et vigoureuse. En faisant ces pas, je suis convaincu que vous ferez gagner beaucoup de choses à mon pays".

C'est déjà dans cette optique d'influence assumée qu'est créée, en 2004, l'Union des Démocrates Turcs-Européens (UETD) imaginée par le Vice-Président de l'époque de l'AKP, en charge des relations extérieures, tout d'abord dans le but de soutenir le processus d'adhésion de la Turquie à l'Europe en s'appuyant sur des personnalités éminentes issues de

---

<sup>11</sup> DEBARRE, Ségolène & PETEK, Gaye. *Histoire des Turcs en France*, Paris, Éditions du Détour, 2019, p. 147.

l'immigration turque sur le continent. Mais avec le frein mis à ce dossier par les instances européennes, l'organisme devient rapidement une véritable fédération des antennes militantes de l'AKP en Europe. L'UETD organise ainsi dès 2008 de véritables meetings électoraux mettant en vedette des membres du parti et du gouvernement dans diverses villes du continent, notamment en France à Paris en 2010 (où a été prononcé l'extrait de discours précédent) mais aussi à Metz en 2017 et à Lyon en 2014 puis en ce début d'année.

Renommée l'Union Internationale des Démocrates (UID) en 2018, par le Président Erdoğan en personne, l'organisation a inspiré d'autres partis politiques turcs qui ont également essayé de structurer et mobiliser leurs réseaux militants en Europe. Le CHP, principal parti d'opposition, dispose ainsi de plusieurs organes représentatifs en France par-exemple, une organisation de jeunesse par-exemple et des représentants dans les grandes villes, comme à Lyon notamment. Bien que régulièrement menacé de dissolution et contraint de fait dans ses activités par l'emprisonnement de la plupart de ses cadres, le HDP - évoluant lors des élections de 2023 sous l'étiquette du Parti de la Gauche Verte, YSP - peut également compter sur des militants le représentant en France et étant en contact avec des membres élus du parti qui sont aussi amenés régulièrement à venir s'exprimer devant des électeurs turcs en France.

Au vu de tous ces éléments, l'hypothèse d'une communauté turque politiquement unie à l'étranger, et donc d'une diaspora turque, ne tient donc pas, dans la mesure où les Turcs de l'étranger se sont toujours fait écho des débats politiques de leur pays d'origine, comme cela fut notamment illustré lors de la récente période électorale du printemps 2023. L'idée de cette communauté hypothétique sert par ailleurs en tant que telle des discours politiques eux-mêmes très polarisés, qui ont chacun à gagner d'une présentation des Turcs rassemblés autour d'un même objectif politique par-delà les frontières. Soit la sempiternelle menace d'ingérences étrangères qui sert à rassembler l'électorat sur une base nationaliste dans les sociétés d'émigrations comme la France, soit la volonté de promouvoir une nation turque unie et donc puissante à l'international malgré les problématiques internes à la Turquie.

### Bibliographie

ANTAKYALI, François. "La droite nationaliste dans les milieux turcs immigrés", *CEMOTI*, N°13, 1992, pp. 45-68.

BRUCE, Benjamin. "Gérer l'Islam à l'étranger : entre service public et outil de la politique étrangère turque", *Anatoli*, 3 | 2012, pp. 131-147.

BRUNEAU, Michel. *Diasporas et espaces transnationaux*, Paris, Economica (Anthropos Ville), 2004, 249 p.

CARCELES, Rémi. *Les turcs de l'étranger au cœur de la stratégie d'influence internationale d'Erdoğan*, Sciences-Po Grenoble, Mémoire de recherches réalisés sous la direction de Jean Marcou, 2019.

CARCELES, Rémi. "Les Turcs de l'étranger, un électorat acquis à Erdogan ?", *The Conversation*, 25 mai 2023.

COHEN, Robin. *Global diasporas : an introduction*, Londres, UCL Press, 1997, 240 p.

DEBARRE, Ségolène & PETEK, Gaye. *Histoire des Turcs en France*, Paris, Éditions du Détour, 2019, p. 147.

DE TAPIA, Stéphane. "L'émigration turque en Europe : circulation migratoire et diasporas", *L'Espace Géographique*, 1994, vol. 23, N°1, pp. 19-28.

GOKALP, Catherine. "L'émigration turque en Europe et particulièrement en France", *Population*, vol. 28, N°2, 1973, pp. 335-360.

LEMMEN, Thomas. *Islamische Organisationen in Deutschland*, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2000.

PETEK, Gaye. "Le mouvement associatif turc en France", *Hommes & Migrations*, vol. 1280, 2009.

SAFRAN, William. "Diasporas in modern societies : myths of homeland and return", *Diaspora : a journal of transnational studies*, vol. 1, N°1, 1991, pp. 83-99.